



Distribution: Générale

Date: 18 octobre 2016

Original: Anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.2/2016/8-C/3

Projets soumis au Conseil d'administration pour
approbation

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Augmentations budgétaires pour des interventions prolongées de secours et de redressement—Soudan du Sud 200572

Assistance alimentaire et nutritionnelle au titre des secours et du redressement, de l'appui à la transition et du renforcement des capacités aux fins de la mise en place de solutions durables au problème de la faim

	Coût (dollars É.-U.)		
	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Produits alimentaires et coûts connexes	585 913 516	131 354 723	717 268 239
Transferts de type monétaire et coûts connexes	17 696 486	23 347 400	41 043 886
Développement et augmentation des capacités	8 497 894	861 664	9 359 558
Coût total pour le PAM	767 717 831	190 825 758	958 543 589

Marqueur de l'égalité hommes-femmes: note 2A

<https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Projet de décision*

Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 191 millions de dollars É.-U. proposée pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Soudan du Sud 200572 "Assistance alimentaire et nutritionnelle au titre des secours et du redressement, de l'appui à la transition et du renforcement des capacités aux fins de la mise en place de solutions durables au problème de la faim" (WFP/EB.2/2016/8-C/3) et sa prolongation d'une durée d'un an allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

Coordonnateurs responsables:

Mme V. Guarnieri
Directrice régionale
Afrique de l'est et Afrique centrale
courriel: valerie.guarnieri@wfp.org

Mme J. Luma
Directrice de pays
courriel: joyce.luma@wfp.org

Nature de l'augmentation budgétaire

1. La présente révision proposée pour l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200572 prévoit une prolongation allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2017 et une augmentation budgétaire de près de 191 millions de dollars qui permettra au PAM de satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels et de renforcer la résilience de plus de 1,1 million de personnes vulnérables au Soudan du Sud. Les modifications correspondantes du budget sont les suivantes:
 - augmentation des besoins alimentaires de 96 762 tonnes, soit de 37,2 millions de dollars;
 - augmentation des besoins au titre des transferts de type monétaire de 19,2 millions de dollars;
 - accroissement des coûts de développement et d'augmentation des capacités à hauteur de 861 664 dollars;
 - augmentation des coûts associés de 121,1 millions de dollars, à savoir des frais de transport extérieur, de transport terrestre, d'entreposage et de manutention, des autres coûts opérationnels directs ainsi que des coûts d'appui directs; et
 - augmentation des coûts d'appui indirects de 12,5 millions de dollars.

Justification de l'augmentation budgétaire

Résumé des activités en cours

2. Le programme du PAM au Soudan du Sud a adopté une double approche. L'IPSR répond aux besoins des réfugiés et des personnes déplacées provenant de la région d'Abyei ainsi que des personnes vulnérables vivant dans les sept états moins touchés jusque-là par le conflit. Les activités englobent une assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A), les repas scolaires, des programmes d'alimentation en milieu institutionnel et des Achats au service du progrès, ainsi que des secours saisonniers destinés aux résidents exposés à une insécurité alimentaire grave et aux personnes déplacées; des activités de prévention de la dénutrition et de traitement de la malnutrition aiguë modérée; et des distributions générales de vivres pour les réfugiés. Parallèlement, l'opération d'urgence 200859 répond aux impératifs absolus de sécurité alimentaire et de nutrition des personnes vivant dans les trois états directement touchés par le conflit et dans les zones de protection des civils administrées par la mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

Conclusion et recommandations de la réévaluation

3. La situation au Soudan du Sud demeure extrêmement fluctuante. Le 8 juillet, Djouba a été le théâtre d'affrontements entre les forces gouvernementales et les forces d'opposition qui ont fait des centaines de morts et amené le gouvernement transitoire d'unité nationale au bord de l'effondrement. La démarcation des zones de conflit est désormais moins claire et le nombre de personnes vulnérables ne cesse d'augmenter. La violence entre civils, y compris à caractère sexiste, se poursuit.
4. Selon le Cadre intégré de classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire, qui couvre la période allant de mai à juillet 2006, 4,8 millions de personnes¹ se trouvent en situation de "crise" ou "d'urgence". L'enquête de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition de juin 2016 a confirmé que la situation était désespérée. Globalement, l'insécurité alimentaire est à son paroxysme depuis le début du conflit; l'insécurité alimentaire a progressé de 21 pour cent et le nombre de personnes exposées à une insécurité alimentaire grave a plus que doublé depuis juin 2015; au niveau national, la prévalence de la malnutrition aiguë globale est passée à 17,9 pour cent, contre moins de 13 pour cent en juillet 2015, soit un taux supérieur au seuil critique (15 pour cent) dans sept des dix états, contre deux états seulement en 2015.

¹ Ce chiffre ne comprend pas les 305 000 personnes vivant dans les zones de protection des civils et dans les camps pour personnes déplacées, dont la survie dépend de l'assistance humanitaire.

5. Les facteurs de l'insécurité alimentaire et de la dénutrition sont le conflit généralisé, des précipitations irrégulières préjudiciables pour l'agriculture et les moyens d'existence pastoraux, ainsi que la dégradation de l'économie, y compris l'effondrement des recettes pétrolières, un taux d'inflation élevé et une offre limitée de produits. Par ailleurs, la progression la plus marquée de l'insécurité alimentaire est observée dans les régions de Bahr el-Ghazal et d'Équatoria, signe que les effets du conflit se propagent, y compris dans des zones où ne se sont directement déroulés les combats.
6. Cette révision budgétaire maintient la double approche programmatique en y apportant quelques modifications: étant donné que la distinction géographique fondée sur les zones de conflit a désormais perdu de sa pertinence, l'opération d'urgence va prévoir des interventions vitales – distributions de secours et activités nutritionnelles – dans tout le pays; l'IPSR continuera d'appuyer les réfugiés et de contribuer à la transition et au redressement dans les zones sûres et stables par des activités 3A, des repas scolaires et des Achats au service du progrès.
7. Les activités de redressement et de renforcement de la résilience exécutées dans le cadre de l'IPSR cibleront les zones exposées à l'insécurité alimentaire susceptibles d'en tirer le plus d'avantages. Les activités 3A ont eu des effets positifs sur la sécurité alimentaire en dépit des conditions de sécurité précaire². Elles ont également pour but de contribuer à prévenir la violence, à reconstruire les réseaux sociaux et à appuyer les initiatives locales de consolidation de la paix. L'analyse contextuelle de la résilience³ effectuée conjointement sera actualisée tous les ans afin d'orienter la programmation des activités visant à combattre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans tout le Soudan du Sud.

Finalité de l'augmentation budgétaire

8. L'IPSR continuera d'appuyer les réfugiés et les bénéficiaires des activités 3A (y compris les personnes déplacées de la région d'Abyei), de repas scolaires et d'Achats au service du progrès.

Réfugiés, personnes déplacées et personnes en situation de grave insécurité alimentaire

9. Environ 323 000 réfugiés⁴ bénéficieront de distributions de secours afin de maintenir une sécurité alimentaire et un état nutritionnel adéquats. Une mission conjointe d'évaluation réalisée au début de 2016 a permis de définir les activités d'assistance aux réfugiés. En application de ses recommandations, les réfugiés en Équatoria central et en Équatoria occidental recevront 70 pour cent d'une ration alimentaire complète, et bénéficieront en complément d'activités d'appui aux moyens d'existence; les réfugiés dans d'autres régions recevront l'intégralité de la ration.
10. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le PAM étudient, dans le cadre du projet pilote concernant l'autosuffisance, les possibilités de recours à des transferts de type monétaire conditionnels pour les réfugiés. Les activités seront sélectionnées en consultant les femmes, les hommes, les filles et les garçons des communautés d'accueil et de réfugiés. Le but en est de faciliter l'accès à la terre, à l'eau, aux intrants agricoles et aux services sociaux pour mener à bien des activités de subsistance et encourager la gestion communautaire des ressources naturelles.

² Le suivi récemment effectué après les distributions a montré que les activités liées aux cultures vivrières et aux jardins potagers contribuaient à stabiliser la consommation alimentaire. L'étude réalisée par le Ministère britannique du développement international, intitulée *Resilience and Food-for-Asset Activities: An Impact Evaluation of BRACE [Building Resilience Through Asset Creation and Enhancement]* dans le Bahr el-Ghazal occidental et septentrional, indiquait que, là où des activités 3A étaient mises en œuvre, la sécurité alimentaire des personnes très pauvres s'était très nettement améliorée par rapport à l'étude de référence.

³ Sous la conduite du PAM, l'analyse contextuelle de la résilience a été réalisée conjointement avec le Bureau national de statistiques, le Ministère de la santé et le Ministère de l'agriculture, des forêts, des coopératives et du développement rural, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le développement, ONU-Femmes, l'Organisation mondiale de la Santé et la Banque mondiale.

⁴ Sur les 323 254 réfugiés, 47 pour cent sont des hommes et des garçons et 53 pour cent des femmes et des filles, y compris environ 55 000 enfants de moins de 5 ans.

11. Les activités 3A, d'alimentation scolaire et de nutrition soutiendront les bénéficiaires de la région d'Abyei en adoptant une approche mieux ciblée et fondée sur les besoins qui prennent en compte les besoins différents des femmes, des hommes et des enfants.

Interventions commerciales et Achats au service du progrès

12. Quand il le pourra, le PAM prévoit de recourir davantage aux transferts de type monétaire afin de diversifier le régime alimentaire, de respecter les préférences des bénéficiaires, de stimuler les marchés et d'assurer la continuité des opérations dans les zones où se posent des problèmes logistiques saisonniers. Cette expansion, qui sera appuyée par le développement de la plateforme numérique de gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE), sera accompagnée par des évaluations mensuelles des marchés et tiendra compte de l'évolution saisonnière de la situation. Bien que les prix des produits alimentaires sur les marchés locaux soient en hausse, l'analyse du PAM a montré que les marchés répondent à la demande et que les transferts de type monétaire restent efficaces et économiques dans la plupart des zones d'intervention. Le PAM va suivre la situation de près, et sera prêt à repasser à des distributions de vivres ou de bons en cas de perturbation des marchés.
13. Les activités d'Achats au service du progrès continueront de renforcer les capacités des petits producteurs, y compris les femmes et les jeunes, en collaboration avec ONU-Femmes. Le PAM a pu effectuer des achats, certes modestes, mais encourageants de maïs et de sorgho à de petits producteurs. L'articulation entre les Achats au service du progrès et l'alimentation scolaire sera encore améliorée si les conditions s'y prêtent.

Nutrition

14. En raison des taux élevés d'anémie, de malnutrition aiguë générale et de malnutrition chronique dans les camps de réfugiés, le PAM va mettre en œuvre un programme de supplémentation alimentaire généralisée durant toute l'année pour les enfants de moins de 2 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes réfugiés. Un programme de supplémentation ciblée dans les camps traitera également la malnutrition aiguë modérée chez les enfants, les femmes enceintes et les mères allaitantes. D'autres activités nutritionnelles spécifiques sont prévues dans le cadre de l'opération d'urgence.
15. La stratégie de nutrition du PAM prévoit également des programmes attentifs à la problématique hommes-femmes et à la nutrition. Le PAM se servira des activités 3A et des repas scolaires comme moyen de promouvoir et d'accompagner la diversification du régime alimentaire et de communiquer une information sanitaire et nutritionnelle, notamment aux parents ayant des enfants de moins de 5 ans, aux femmes enceintes et aux mères allaitantes.

Assistance alimentaire pour la création d'actifs

16. Le PAM continuera de proposer des activités de renforcement de la résilience sur plusieurs années à des femmes et des hommes en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, moyennant des transferts de vivres ou d'espèces, en synergie avec les programmes complémentaires de la FAO, de l'UNICEF et de la Banque mondiale.
17. Les femmes et les hommes en situation d'insécurité alimentaire grave prendront les décisions concernant les actifs communautaires et participeront aux activités 3A pendant la période de soudure, de mars à juillet. Le PAM encouragera la participation sur un pied d'égalité des femmes et des hommes à la prise de décisions et proposera une formation aux femmes pour améliorer leurs moyens d'existence.
18. Le ciblage géographique des activités 3A sera effectué par district et en tenant compte de l'évolution saisonnière et à long terme de l'insécurité alimentaire, telle que déterminée par l'analyse contextuelle de la résilience.

Repas scolaires

19. L'éducation est déterminante pour l'avenir du Soudan du Sud. Les activités d'alimentation scolaire serviront de filet de sécurité pour les élèves vulnérables du primaire de communautés exposées à l'insécurité alimentaire, réduiront la faim à court terme et inciteront les familles à scolariser leurs enfants.

20. En partenariat avec l'UNICEF, le PAM poursuivra les traitements vermifuges dans les établissements scolaires et, dans le cadre de la campagne "Retour à l'école", appuiera un nombre croissant d'écoles en leur proposant un ensemble de services d'assistance complémentaires.
21. Le programme proposera une nouvelle mesure "incitant à combattre la vulnérabilité", à savoir une ration à emporter, pour encourager les filles et les garçons en situation de vulnérabilité⁵ à ne pas quitter l'école.
22. À la demande du Gouvernement, le PAM fournira des produits alimentaires à un petit nombre d'internats du secondaire accueillant des enfants de zones exposées à l'insécurité alimentaire dépourvues d'établissements scolaires. En raison du nombre limité d'enseignants qualifiés, en particulier de femmes, le PAM fournira aussi un soutien alimentaire à deux établissements de formation d'enseignants⁶.

Développement et augmentation des capacités

23. Le PAM axera ses activités de développement des capacités sur les systèmes d'alerte rapide et l'analyse de la sécurité alimentaire, aspects cruciaux pour déterminer la vulnérabilité, les besoins et les interventions à mener. Il prévoit à ce titre de contribuer à institutionnaliser des dispositifs publics d'alerte rapide⁷.

Problématique hommes-femmes, protection et responsabilité à l'égard des populations

24. Le bureau du PAM au Soudan du Sud a reçu le prix de la promotion de l'égalité des sexes lors de la session annuelle du Conseil d'administration de 2016. La politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes 2015-2020, la stratégie de mise en œuvre régionale et les constatations de l'analyse contextuelle de la résilience guident les considérations liées à l'égalité des sexes dans l'établissement des programmes. Le bureau de pays a également entrepris une action de développement des capacités concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à l'intention de tous les chefs d'unité et des bureaux auxiliaires.
25. La responsabilité envers les populations sera mise en pratique en améliorant les dispositifs de communication des plaintes et de remontée de l'information, en sensibilisant les communautés et en les consultant sur les problèmes de protection concernant les femmes, les hommes, les filles et les garçons.

Innovation

26. Le PAM va développer et partager l'utilisation de la plateforme SCOPE en recourant à la biométrie, ce qui permettra un recours accru aux transferts de type monétaire et une meilleure coordination entre les diverses institutions qui pourront comparer leurs activités ciblant les mêmes bénéficiaires⁸.

⁵ Les filles sont vulnérables parce qu'elles ont moins de chances d'être scolarisées; les garçons sont exposés au recrutement par des groupes armés, et peuvent bénéficier de mesures d'incitation offertes en collaboration avec l'UNICEF. La prestation sera subordonnée à l'assiduité.

⁶ Quand le Soudan du Sud a adopté l'anglais comme langue officielle en accédant à l'indépendance, en 2011, de nombreux enseignants arabophones ont dû abandonner l'enseignement.

⁷ Le PAM a détaché deux membres de son personnel auprès du Ministère des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes pour accompagner l'institutionnalisation de dispositifs publics d'alerte rapide.

⁸ Dans le cadre de l'IPSR, le PAM a enregistré environ 80 000 bénéficiaires d'activités espèces pour la création d'actifs sur sa plateforme SCOPE et prévoit d'inclure 200 000 bénéficiaires de plus en 2017, y compris des réfugiés et des bénéficiaires recevant actuellement une assistance en nature dans les régions d'Équatoria et du grand Bahr el-Ghazal.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ

Activité	Total actuel	Augmentation/ diminution 2017*	Hommes/ garçons	Femmes/ filles	Total
					après révision
Distribution générale de vivres – groupes les plus vulnérables, y compris Abyei	308 004	–	–	–	308 004
Distribution générale de vivres – réfugiés (camps du Nord et du Sud)	322 851	323 254	151 929	171 325	323 254
Distribution générale de vivres – appui saisonnier aux résidents en situation d’insécurité alimentaire grave	225 000	–	–	–	225 000
Distribution générale de vivres - réinsertion	60 000	–	–	–	60 000
Alimentation en milieu institutionnel	195 489	–	–	–	195 489
Bénévoles (nutrition communautaire)	65 025	–	–	–	65 025
Supplémentation alimentaire généralisée – enfants résidents de 6 à 23 mois, y compris Abyei	72 000	–	–	–	72 000
Supplémentation alimentaire généralisée – enfants résidents de 24 à 59 mois, y compris Abyei	230 700	–	–	–	230 700
Supplémentation alimentaire généralisée – enfants réfugiés de moins de 2 ans	58 000	55 000	25 850	29 150	58 000
Supplémentation alimentaire généralisée – femmes enceintes et mères allaitantes résidentes, y compris Abyei	60 000	–	–	–	60 000
Supplémentation alimentaire généralisée – femmes enceintes et mères allaitantes réfugiées	26 100	23 000	10 810	12 190	26 100
Supplémentation alimentaire ciblée – enfants résidents de 6 à 59 mois, y compris Abyei	214 468	–	–	–	214 468
Supplémentation alimentaire ciblée – femmes enceintes et mères allaitantes résidentes, y compris Abyei	252 868	–	–	–	252 868
Supplémentation alimentaire ciblée – enfants réfugiés de 6 à 59 mois	41 311	13 000	6 110	6 890	53 661
Supplémentation alimentaire ciblée – femmes enceintes et mères allaitantes réfugiées	43 370	3 000	–	3 000	43 370
Assistance alimentaire pour la création d'actifs (vivres) , y compris Abyei	1 740 407	350 000	164 500	185 500	1 740 407
Assistance alimentaire pour la création d'actifs (espèces)	199 072	150 000	70 500	79 500	199 072
Alimentation scolaire, y compris Abyei	415 548	300 000	141 000	159 000	415 548
Incitation à combattre la vulnérabilité, y compris Abyei		60 000	18 000	42 000	60 000
TOTAL	4 530 213	1 277 254	588 699	688 555	4 590 616
Total (hors chevauchement)**	3 510 784	1 111 254	522 289	588 965	3 895 180

* La colonne augmentation/diminution indique le nombre estimé de bénéficiaires qui bénéficieront d’une assistance au cours de la période de la prolongation.

** Bénéficiaires uniques = bénéficiaires des distributions générales de vivres + 80 pour cent des bénéficiaires des activités Vivres pour l’éducation et des mesures incitatives + 100 pour cent des bénéficiaires des activités 3A/Espèces pour la création d'actifs.

Produits alimentaires nécessaires

TABLEAU 2: PRODUITS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE NÉCESSAIRES PAR ACTIVITÉ (en tonnes/en dollars)				
Activité	Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Besoins actuels	Augmentation/ (diminution)	Total après révision
Distribution générale de vivres - groupes les plus vulnérables, y compris Abyei	Vivres	73 971	–	73 971
Distribution générale de vivres – réfugiés	Vivres	161 354	61 463	222 817
Distribution générale de vivres – appui saisonnier aux résidents en situation d'insécurité alimentaire grave	Vivres	25 131	–	25 131
Alimentation en milieu institutionnel (patients hospitalisés et patients en ambulatoire touchés par la tuberculose, le VIH et/ou le kala-azar et leurs familles ou soignants)	Vivres	10 452	–	10 452
Bénévoles (nutrition communautaire)	Vivres	896	–	896
Supplémentation alimentaire généralisée - enfants de moins de 5 ans résidents, y compris Abyei	Vivres	5 152	–	5 152
Supplémentation alimentaire généralisée - enfants de moins de 5 ans réfugiés	Vivres	6 319	3 960	10 279
Supplémentation alimentaire généralisée - femmes enceintes et mères allaitantes résidentes, y compris Abyei	Vivres	12 052	–	12 052
Supplémentation alimentaire généralisée - femmes enceintes et mères allaitantes réfugiées	Vivres	3 832	1 656	5 488
Supplémentation alimentaire ciblée - enfants de six à 59 mois résidents, y compris Abyei	Vivres	3 776	–	3 776
Supplémentation alimentaire ciblée - femmes enceintes et mères allaitantes résidentes, y compris Abyei	Vivres	13 671	–	13 671
Supplémentation alimentaire ciblée - enfants de 6 à 59 mois réfugiés	Vivres	284	104	388
Supplémentation alimentaire ciblée - femmes enceintes et mères allaitantes réfugiées	Vivres	955	156	1 111
Activités 3A, y compris Abyei	Vivres	54 770	16 170	70 940
Espèces pour la création d'actifs	Espèces (en dollars)	11 014 081	19 200 000	30 214 081
Repas scolaires, y compris Abyei	Vivres	20 204	9 643	29 847
Incitation à combattre la vulnérabilité, y compris Abyei	Vivres	8 044	3 610	11 654
Distribution générale de vivres – Personnes retournant chez elles (espèces/vivres pour la réinsertion)	Vivres	474	–	474
	Espèces (en dollars)	485 718	–	485 718
Distribution générale de vivres – Personnes retournant chez elles (réinsertion)	Vivres	4 645	–	4 645
TOTAL	Vivres (en tonnes)	405 982	96 762	502 744
	Espèces (en dollars)	11 499 799	19 200 000	30 699 799

TABLEAU 3: RATIONS ALIMENTAIRES/TRANSFERTS PAR ACTIVITÉS (en grammes/personne/jour)									
	Distri- bution générale de vivres	Supplé- mentation généralisée - enfants	Supplé- mentation généralisée - femmes enceintes et mères allaitantes	Supplé- mentation ciblée - enfants	Supplé- mentation ciblée – femmes enceintes et mères allaitantes	Repas scolaires	3A	Alimenta- tion en milieu institu- tionnel	Soignants
Céréales	500	–	–	–	–	120	300	450	450
Légumes secs	50	–	–	–	–	30	50	50	50
Huile	30	–	–	–	–	10	30	–	30
Sel	5	–	–	–	–	4	5	5	5
SuperCereal Plus	–	200	200	–	200	–	–	100	–
Plumpy'Sup	–	–	–	92	–	–	–	–	–
Total	585	200	200	92	200	164	385	605	535
Transferts de type monétaire* (en dollars/ personne/jour)	–	–	–	–	–	–	1	–	–
Nombre total de kilocalories par jour	2 131	787	787	492	787	1 076	1 453	2 267	1 961
% de kilocalories d'origine protéique	12,7	16,6	16,6	10,5	16,6	13,5	12,3	14,9	12,6
% de kilocalories d'origine lipidique	19,9	23,2	23,2	59	23,2	21,6	25,2	11,1	20,9
Nombre de jours d'alimentation par an	360	360	360	60	60	196	120	360	360

* estimation.

Évaluation des risques et choix des priorités

27. Le PAM a établi un système de mesures d'atténuation des risques à plusieurs niveaux. Les programmes d'assistance alimentaire sont conçus en fonction de l'analyse du contexte et des risques liés à la problématique hommes-femmes et à la protection, et ont la souplesse nécessaire pour s'adapter à l'environnement économique, aux conditions de sécurité, au contexte politique et au niveau de financement.
28. La fragilité de l'environnement politique a aggravé l'instabilité économique. Les ménages urbains s'en remettent principalement à leur salaire ou au petit commerce et achètent des denrées principalement sur les marchés.⁹ Le PAM a élaboré avec la FAO et l'UNICEF une stratégie pour faire face à la situation au cas où la sécurité alimentaire se dégraderait à Wau, Aweil ou Djouba.
29. Une analyse régulière des risques est effectuée sur tous les sites d'entreposage. Là où le prépositionnement est trop risqué, les achats et la livraison de produits alimentaires par ce moyen étant impossibles, l'assistance alimentaire à distribuer sera livrée par avion.

⁹ D'après une étude de 2015, 98 pour cent des ménages des zones urbaines de Djouba indiquaient qu'ils se nourrissaient essentiellement en achetant sur les marchés. Bureau national de statistiques, en collaboration avec le PAM, la FAO et l'UNICEF. 2015. *Juba Urban Food Security and Nutrition Assessment*.

30. L'appui des donateurs en faveur du prépositionnement de denrées au cours des mois de sécheresse demeure essentiel pour assurer un approvisionnement régulier à un coût maîtrisé. Pour mobiliser des ressources, le PAM contacte les donateurs en fonction de leurs intérêts et de leurs moyens, en plaidant en faveur de contributions plus souples.

Sécurité

31. Les conditions de sécurité se dégradent, y compris dans les zones relativement stables jusque-là. L'insécurité, l'accessibilité restreinte, les pillages et les attaques qui visent les travailleurs humanitaires et les biens rendent les opérations difficiles et dangereuses, même dans les zones épargnées par le conflit. Compte tenu des enseignements tirés de la crise de juillet, le PAM va régulièrement revoir ses plans d'urgence et appliquer des mesures d'atténuation des risques permettant d'assurer la sûreté et la sécurité de son personnel, de ses biens et de ses opérations.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	74 834		
Légumes secs	9 117		
Huile et matières grasses	5 964		
Aliments composés et mélanges	5 876		
Sel	971		
Total, produits alimentaires	96 762	37 188 002	
Transport extérieur		7 765 478	
Transport terrestre, entreposage et manutention		74 089 853	
Autres coûts opérationnels directs: produits alimentaires		12 311 390	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		131 354 723	
Transferts de type monétaire		19 200 000	
Coûts connexes		4 147 400	
Transferts de type monétaire et coûts connexes			23 347 400
Développement et augmentation des capacités			861 664
Coûts opérationnels directs			155 563 787
Coûts d'appui directs (voir l'annexe I-B) ²			22 778 043
Total des coûts directs du projet			178 341 830
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			12 483 928
COÛT TOTAL POUR LE PAM			190 825 758

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont la composition peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

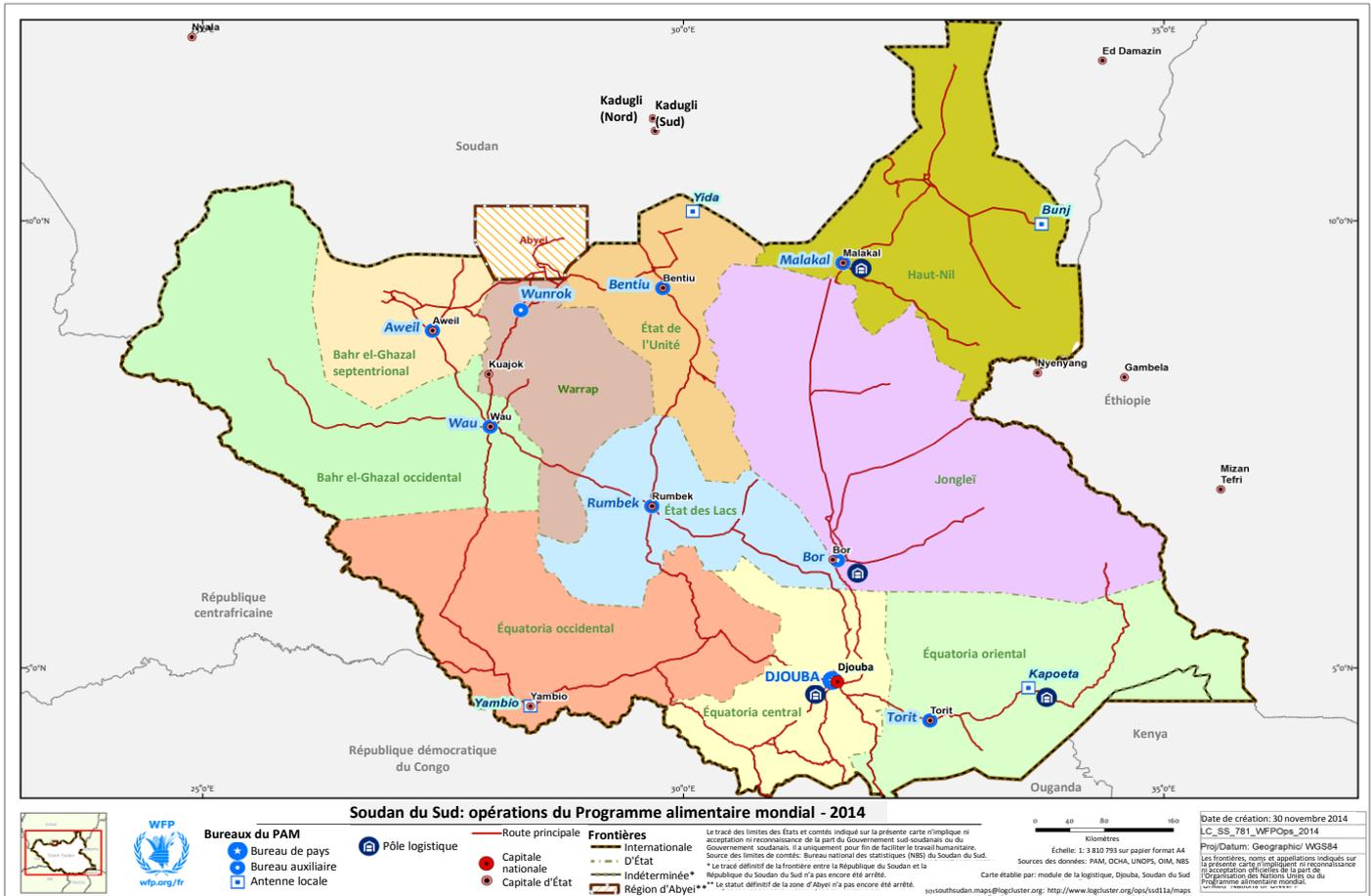
ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs	6 371 883
Agents des services généraux	3 646 977
Prime de danger et indemnités locales	2 353 783
Total partiel	12 372 643
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	2 326 775
Sécurité	1 175 000
Voyages et transport	3 377 686
Études préalables, évaluations et suivi¹	200 000
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	22 778 043

¹ Correspond aux coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers.

ANNEXE II

Opérations du PAM au Soudan du Sud



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	Assistance alimentaire pour la création d'actifs
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
SCOPE	Plateforme numérique de gestion des bénéficiaires et des transferts du PAM
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance